



PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Direction départementale de la protection
des populations des Alpes-Maritimes
service environnement

Installations classées pour la protection de l'environnement

**Société LA MESTA CHIMIE FINE
Pont Charles Albert - Gilette**

Arrêté de mise en demeure

Le Préfet des Alpes-Maritimes
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- VU** le code de l'environnement, livre V, titre I, et notamment l'article L.514-1 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 12829 du 23 décembre 2005 autorisant la société LA MESTA CHIMIE FINE à exploiter une unité de fabrication de produits de synthèses chimiques dans son établissement situé Pont Charles Albert à Gilette ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 13710 du 16 février 2011 relatif à l'auto surveillance des eaux usées industrielles avant rejet à l'Estéron ;
- VU** le rapport des analyses effectuées par le laboratoire CARSO lors d'un contrôle inopiné réalisé les 16 et 17 octobre 2012, à la demande de l'inspection des installations classées ;
- VU** le courrier de l'inspecteur des installations classées du 8 mars 2013 informant l'exploitant des résultats de ce contrôle et les réponses des 20 mars et 12 avril 2013 apportées par celui-ci ;
- VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 28 mai 2013 pour faire suite à la visite d'inspection du 4 avril 2013 ;
- CONSIDERANT** que la société MESTA CHIMIE FINE ne respecte pas les prescriptions des arrêtés préfectoraux susvisés concernant la gestion des eaux usées industrielles ;
- CONSIDERANT** que ces écarts à la réglementation sont de nature à porter atteinte aux intérêts environnementaux visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il y a lieu d'y mettre un terme ;
- SUR** la proposition du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes,

ARRETE

Article 1 :

La société MESTA CHIMIE FINE dont le siège social est situé Pont Charles Albert – 06830 Gilette, est mise en demeure, dans le cadre de la poursuite de l'exploitation de ses installations implantées à la même adresse, de se conformer aux prescriptions antérieurement édictées selon les détails et délais énoncés à l'article 2 ci-après.

Article 2 :

Article 2-A : Arrêté préfectoral du 23 décembre 2005

Article	Prescription	délai
2.A.1	<p>4.2.2 : Plan des réseaux</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...), - les secteurs collectés et les réseaux associés, - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). 	1 mois
2.A.2	8.2 « les actions correctives mises en œuvre ou envisagées ».	1 an et 6 mois

Article 2-B : Arrêté préfectoral du 16 février 2011

Article	Prescription	délai	
2.B.1	2 : Auto surveillance des émissions aqueuses	2 mois	
	Paramètres		Fréquence
	Débit, pH, température		En continu

Les délais mentionnés ci-dessus sont à compter du jour où le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Article 3 : Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Nice :

- par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où la présente décision lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Article 4 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions susvisées dans les délais impartis, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues aux articles L. 514-1 et L. 514-2 du code de l'environnement.

Article 5 :

Le Secrétaire Général de la préfecture des Alpes-Maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- à la société MESTA CHIMIE FINE,
- au maire de Gilette,
- au chef de l'unité territoriale des Alpes-Maritimes de la DREAL, inspecteur des installations classées.

Fait à Nice, le **19 JUIN 2013**
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
 DRM-D 3141



Gérard GAVORY